

CONVENTION CADRE DE COOPÉRATION

Entre

Le **CENTRE D'INFORMATION DE RESSOURCES NATURELLES**

ET

L'INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT

le **CENTRE d'INFORMATION de RESSOURCES NATURELLES**, désormais **CIREN**, RUT : 71.294.800-0, représenté, par son Directeur Exécutif, Monsieur **RODRIGO ALVAREZ SEGUEL**, ayant son siège à Manuel Montt 1164. Providencia, Santiago ;

et **L'INSTITUT de RECHERCHE POUR le DÉVELOPPEMENT**, désormais **IRD**, représenté par Monsieur Michel LAURENT, ayant son siège au 44 Boulevard de Dunkerque, CS 90009, 13572 Marseille cedex 02, France, et par délégation Monsieur **JEAN-FRANÇOIS MARINI**, représentant de l'IRD au Chili,

ont décidé de souscrire ce qui suit :

1. Le **Centre d'Information de Ressources Naturelles (CIREN)**, dépendant du Ministère de l'Agriculture (**MINAGRI**), est une corporation qui fournit des informations sur les ressources naturelles renouvelables et principalement du climat, des ressources hydriques, des sols, fruiticoles, forestières et de division de la propriété rurale, orienté vers les demandes des services du **MINAGRI**, en particulier sur l'apport au développement territorial durable du pays. Le **CIREN** a été créé comme un institut technologique par la Corporation de Promotion de la Production et le Service de Coopération Technique en 1985, en tant que corporation de droit privé.

Actuellement, le **CIREN**, par des instructions du Ministère de l'Agriculture, développe le Projet appelé « Système d'Information Territoriale » 2009. Ce projet, réalisé dans le cadre du Programme « 100 communes pauvres » du Ministère de l'Agriculture, vise à la construction d'un Système d'Information Territoriale communale et rurale qui soutienne le Développement économique et social à partir d'un regard plus territorial à la gestion de l'état, de manière à optimiser les efforts et les ressources sectorielles en fonction des particularités et des potentialités des différentes communes.

2. **L'Institut de Recherche pour le Développement (IRD)**, institution publique française de caractère scientifique et technologique, sous tutelle des ministères de la Recherche et des Affaires Étrangères, présent au Chili par l'Accord de Coopération signé le 2 juillet 1993, entre le gouvernement de la république française et le gouvernement de la république du Chili, développe des activités de recherche, d'expertise, valorisation et formation, pour contribuer au développement économique, social et culturel des pays du Sud.

Ces organismes ont décidé d'établir et de formaliser un accord de collaboration dans des secteurs d'intérêt commun dans le cadre de leurs mandats institutionnels respectifs et des compétences thématiques, qui sera développé selon les clauses suivantes :

SECOND : OBJECTIFS GÉNÉRAUX

La présente Convention Cadre de Coopération Technique a pour but de faciliter le développement de recherches en commun entre le **CIREN** et l'**IRD**.

TROISIÈME : CONVENTIONS SPÉCIFIQUES

Tous les travaux et activités qui sont effectués dans le cadre de la présente Convention, feront l'objet d'un accord formalisé préalable des parties et sur la base de spécifications techniques et économiques qui seront élaborées pour chaque cas. Pour chaque projet, on établira un plan spécifique dans lequel on définira les contenus et les portées qui sont pertinentes. Tous les accords seront formalisés dans une Convention Spécifique qui fera référence à la présente Convention Cadre de Coopération Technique Interinstitutionnelle, et sera signée par les représentants légaux des organismes engagés dans chaque Convention Spécifique, avec sujétion aux normes légales, réglementaires, conventionnelles ou statutaires qui règlent les participants conjointement ou séparément.

QUATRIÈME : COÛTS ET FINANCEMENT

Chaque partie assumera ses coûts propres pour l'exécution de la présente convention, par conséquent, la gestion de cette convention ne supposera pas transfert économique entre les parties sauf dans le cas de livraison de fonds provenant d'un troisième organisme financier du projet quand elle aura été ainsi décidé dans la Convention Spécifique respective.

CINQUIÈME : PARTICIPATION D'AUTRES ORGANISMES

Considérant l'importance des objectifs de cette convention, d'autres institutions ou organisations pourront participer aux projets, avec l'accord des parties, en souscrivant la convention spécifique correspondante.

SIXIÈME : RESPONSABILITÉS DES PARTIES

- a. Assigner le personnel technique requis pour la formulation, la programmation et l'exécution des études et des projets.
- b. Fournir les programmes et les équipements pour le traitement de l'information.
- c. Préparer conjointement la programmation détaillée des activités de chaque projet, définissant des délais, demande de personnel et équipements de chacune des institutions, de la nécessité de nouveaux équipements, matériels, ressources économiques et leur distribution, ainsi que les produits et les sous-produits attendus.
- d. Coordonner les rapports initiaux et finaux de chaque étude ou projet exécuté et la réalisation de publications scientifiques de ces derniers.

SEPTIÈME : COORDINATION ET SUIVI

Pour assurer l'accomplissement de la présente Convention, un Comité de Coordination et Suivi est créé, ce dernier sera intégré de la manière suivante :

1. Le Directeur Exécutif du **CIREN** ou son délégué ;
2. Le Représentant de l'**IRD** ou son délégué
3. Un représentant par projet en cours pour chacune des parties.

Ce Comité se réunira annuellement, , dans le lieu qui sera préalablement décidé et examinera l'état d'avancement des travaux, avec capacité pour adopter les mesures techniques et administratives qui sont nécessaires pour leur meilleure exécution de la présente Convention et des Conventions Spécifiques. Il peut être convoqué de manière extraordinaire à tout moment, à la demande écrite d'un de ses membres.

HUITIÈME : LIVRAISON-RECEPTION DES TRAVAUX

Dans chaque Convention Spécifique on établira les périodes pour la présentation de rapports d'avancement des travaux, livraison et réception, en accord avec les nécessités particulières de chaque cas.

NEUVIÈME : CONFIDENTIALITE - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Chacune des parties demeure seule propriétaire des informations, telles que définies en préambule de la présente Convention Cadre, qu'elle communique à l'autre pour la réalisation des projets et études conduits dans le cadre de la présente Convention Cadre. L'autre partie ne détient sur ces informations qu'un droit d'utilisation aux seules fins de réalisation du projet pour lequel elles lui ont été communiquées, et ne peut en aucun cas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit les dites informations. Les engagements pris aux titres du présent article demeureront en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention Cadre et les cinq (5) ans qui suivront sa rupture anticipée ou son arrivée à échéance.

Les règles relatives à la publication ou à la communication de résultats issus des projets et études conduits dans le cadre de la présente Convention Cadre seront définies dans chaque Convention Spécifique. Les résultats valorisables économiquement issus des projets et études conduits dans le cadre de la présente Convention Cadre, appartiendront en copropriété aux institutions signataires de chaque Convention Spécifique, au prorata de leurs apports humains et matériels respectifs.

DIXIÈME : DURÉE

La présente Convention Cadre aura une durée de quatre ans à compter de la date de sa signature. Elle peut être modifiée et prolongée par voix d'avenant.

Elle peut également être résiliée à tout moment à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, moyennant un préavis écrit de 4 mois. Sans préjudice de ce qui est mentionné, les projets en développement qui ont fait l'objet d'une Convention Spécifique, ne seront pas affectés par la résiliation de la présente Convention Cadre.

ONZIÈME : LOI APPLICABLE ET LITIGES

En cas de différend dans l'interprétation ou l'exécution de la présente Convention Cadre ou des Conventions Spécifiques, les Parties

recherchent une solution amiable à travers des négociations directes entre les parties.

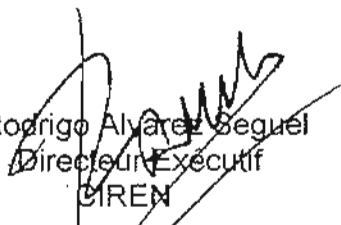
Si le litige persiste, il est porté devant les juridictions compétentes en accord avec la législation chilienne.

DOUZIÈME : COMPÉTENCES AUX FINS DE REPRÉSENTATION

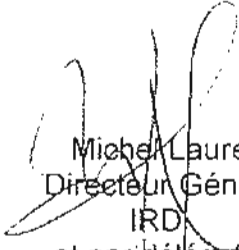
La compétence de signature de **Monsieur Rodrigo Álvarez Seguel** pour représenter le **Centre d'Information de Ressources Naturelles** est établie dans l'acte du Conseil du CIREN du 29 février de l'année 2008, réduit à écriture publique dans l'Étude du notaire de Santiago, Monsieur Cosme Gomila Gatica, en date du 13 mars 2008, document qui ne s'insère pas étant connu des parties.

La compétence de signature de **Monsieur Jean-François Marini** pour représenter l'**IRD** est établie par la Décision de délégation de signature du Directeur général de l'IRD, N° 00... du décembre 2009, document qui ne s'insère pas étant connu des parties.

Pour certitude et conformité de ce qui est stipulé dans le présent document, les représentants légaux des organismes, signent à Santiago, le *29 avril* 2010.


Rodrigo Álvarez Seguel
Directeur Exécutif
CIREN

RODRIGO TORRES JURADO
Asesor Legal
CIREN


Michel Laurent
Directeur Général
IRD
et par délégation
Jean-François Marini

CONVENIO GENERAL DE COOPERACIÓN
ENTRE EL
CENTRO DE INFORMACIÓN DE RECURSOS NATURALES
Y EL
INSTITUTO FRANCÉS DE INVESTIGACIÓN PARA EL DESARROLLO

El **CENTRO DE INFORMACIÓN DE RECURSOS NATURALES**, en adelante **CIREN**, RUT: 71.294.800-0 representado por su Director Ejecutivo, Don **RODRIGO ALVAREZ SEGUEL**, domiciliado en Manuel Montt 1164. Providencia, Santiago;

y el **INSTITUTO FRANCÉS DE INVESTIGACIÓN PARA EL DESARROLLO**, en adelante **IRD**, representado por su Director General, Don **Michel LAURENT**, domiciliado en 44 Boulevard de Dunkerque, CS 90009, 13572 Marseille cedex 02, Francia, y, por delegación, Don **JEAN-FRANÇOIS MARINI**, Representante del **IRD** en Chile.

han acordado suscribir lo siguiente:

PRIMERA: ANTECEDENTES

1. El **Centro de Información de Recursos Naturales (CIREN)**, integrante de la institucionalidad del Ministerio de Agricultura, es una corporación que proporciona información de recursos naturales renovables y principalmente de clima, recursos hídricos, suelos, frutícolas, forestales y división de la propiedad rural, articulándose hacia los requerimientos de los servicios del **MINAGRI**, con especial énfasis en el aporte al desarrollo territorial sustentable del país. El **CIREN** fue creado como un instituto tecnológico por la Corporación de Fomento de la Producción y el Servicio de Cooperación Técnica en 1985 y tiene personería jurídica de corporación de derecho privado.

Actualmente, **CIREN**, por instrucciones del Ministerio de Agricultura, se encuentra desarrollando el Proyecto denominado "Sistema de Información Territorial" 2009. Este proyecto, realizado en el marco del Programa 100 comunas pobres del Ministerio de Agricultura, consiste en la construcción de un Sistema de Información Territorial comunal y rural que apoye el Desarrollo económico y social a través de una mirada más territorial a la gestión del estado, de modo de optimizar los esfuerzos y recursos sectoriales en función de las particularidades y potencialidades de las diferentes comunas.

2. El Instituto Francés de Investigación para el Desarrollo (IRD), institución pública francesa de carácter científico y tecnológico, bajo tutela de los ministerios de Investigación y de Relaciones Exteriores, presente en Chile por el Acuerdo de Cooperación firmado el 2 de julio de 1993, entre el gobierno de la república francesa y el gobierno de la república de Chile, desarrolla actividades de investigación, peritaje, valorización y formación, para contribuir con el desarrollo económico, social y cultural de los países del Sur.

Estos organismos han acordado establecer y formalizar un acuerdo de colaboración en áreas de interés común en el ámbito de sus respectivos mandatos institucionales y competencias temáticas, el que se desarrollará según las siguientes cláusulas:

SEGUNDA: OBJETIVOS GENERALES

El presente Convenio Marco de Cooperación Técnica tiene por objetivo facilitar el desarrollo de investigaciones en común entre el **CIREN** y el **IRD**.

TERCERA: CONVENIOS ESPECIFICOS

Todos los trabajos y actividades que se realicen al tenor del presente convenio, serán objeto de un acuerdo formal previo entre las partes y con base en especificaciones técnicas y económicas que se elaborarán para cada caso. Para cada proyecto se establecerá un plan específico en el que se definirán los contenidos y alcances que sean pertinentes. Todos los acuerdos a que se llegue serán puestos por escrito en un convenio específico que hará referencia al presente Convenio Marco de Cooperación Técnica Interinstitucional, y será firmado por los representantes legales de las entidades comprometidas en cada convenio específico, con sujeción a las normas legales, reglamentarias, convencionales o estatutarias que regulen a los participantes conjuntamente o por separado.

CUARTA: COSTOS Y FINANCIAMIENTO

Cada parte asumirá sus propios costos para la ejecución del presente convenio, en consecuencia, la gestión de este convenio no supondrá transferencia económica entre las partes salvo en el caso de entrega de fondos provenientes de una tercera entidad financiera del proyecto cuando así haya sido acordado en el Convenio Específico respectivo.

QUINTA: PARTICIPACION DE OTRAS ENTIDADES

Considerando la importancia de los objetivos de este convenio, podrán participar en los proyectos otras instituciones u organizaciones, previa coordinación y acuerdo de las partes, suscribiendo el correspondiente convenio específico.

SEXTA : RESPONSABILIDADES DE LAS PARTES

- a. Asignar el personal técnico requerido para la formulación, programación y ejecución de los estudios y proyectos.
- b. Proporcionar los programas y equipos para procesamiento de información.
- c. Preparar, conjuntamente la programación detallada de las actividades de cada proyecto, definiendo plazos, requerimiento de personal y equipos de cada una de las instituciones, necesidad de nuevos equipos, materiales, recursos económicos y su distribución, así como también los productos y subproductos esperados.
- d. Coordinar los informes de avance y finales de cada estudio o proyecto ejecutado y la realización de publicaciones científicas de los mismos.

SEPTIMA: COORDINACION Y SEGUIMIENTO

Para asegurar el cumplimiento del presente convenio, se conforma un Comité de Coordinación y Seguimiento, el mismo que estará integrado de la siguiente manera:

1. El Director Ejecutivo del **CIREN** o su delegado;
2. El Representante del **IRD** o su delegado
3. Un representante por proyecto vigente por cada una de las entidades.

Este Comité se reunirá de manera ordinaria, anualmente en el lugar que previamente se acuerde y examinará el avance de la ejecución del convenio y de sus convenios específicos, con capacidad para adoptar las medidas técnicas y administrativas que fueren necesarias para su mejor ejecución del presente Convenio y de los convenios específicos. Puede ser convocado en forma extraordinaria en cualquier momento, a petición escrita de cualquiera de sus miembros.

OCTAVA : ENTREGA-RECEPCION DE LOS TRABAJOS

En cada convenio específico se establecerá los periodos para la presentación de informes de avance de actividades, entrega y recepción, de acuerdo con las necesidades particulares de cada caso.

NOVENA: CONFIDENCIALIDAD - PROPIEDAD INTELECTUAL

Cada una de las partes es propietaria de las informaciones, tales como han sido definidas en el preámbulo del presente Convenio Marco, que comunica a la otra para la realización de los proyectos y los estudios conducidos en el marco del presente Convenio Marco. La otra parte detenta sobre estas informaciones sólo un derecho de utilización por el cumplimiento del proyecto para el cual le fueron comunicadas, y no puede en ningún caso publicar ni divulgar del modo que sea estas informaciones. Este compromiso seguirá vigente mientras esté vigente el presente Convenio Marco y cinco (5) años después de una ruptura anticipada o después de su vencimiento.

Las reglas relativas a la publicación o a la comunicación de los resultados emanados de los proyectos y estudios conducidos en el marco del presente Convenio Marco, serán definidas en cada Convenio Específico.

Los resultados económicos de los proyectos y estudios conducidos en el marco del presente Convenio Marco, pertenecerán en copropiedad a las instituciones firmantes de cada Convenio Específico, a prorrata de sus respectivos aportes humanos y materiales.

DECIMA: DURACION

Este Convenio Marco tendrá una duración de cuatros años a contar de la fecha de su firma. .Puede ser modificado y prolongado mediante anexo.

Puede también terminarse en todo momento, respondiendo a la iniciativa de alguna de las partes, mediante un previo aviso escrito de 4 meses. Sin perjuicio de lo anterior, los proyectos en desarrollo que hayan sido objeto de un convenio específico, no se verán afectados por el término del presente Convenio Marco.

DÉCIMO PRIMERA: LEY APLICABLE Y CONTROVERSIAS

Cualquier controversia que pudiere surgir respecto de la validez, interpretación o ejecución del presente Convenio Marco o de los Convenios Específicos, será resuelta de manera amistosa a través de negociaciones directas entre las partes.

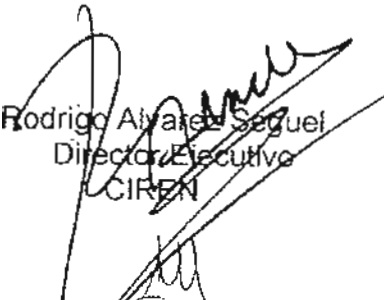
Si el conflicto persiste, se someterá el asunto a los tribunales competentes de acuerdo a la legislación chilena.

DÉCIMO SEGUNDA: PERSONERIA

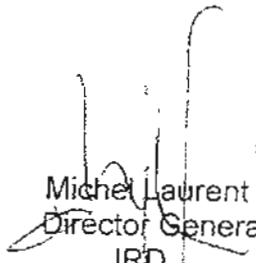
La personería de Don **Rodrigo Álvarez Seguel** para representar al **Centro de Información de Recursos Naturales** consta en el acta del Consejo de CIREN del 29 de febrero del año 2008, reducida a escritura pública en la Notaría de Santiago de Don Cosme Gomila Gatica, con fecha 13 de marzo de 2008, documento que no se inserta por ser conocido de las partes.

La personería de don **Jean-François Marini** para representar al IRD consta de la Decisión de delegación del Director General del IRD, N° 00... del .. de diciembre de 2009, documento que no se inserta por ser conocido de las partes.

Para constancia y conformidad de lo estipulado en el presente documento, firman los representantes legales de las entidades, en Santiago, el 21 de ENERO de 2010.


Rodrigo Álvarez Seguel
Director Ejecutivo
CIREN


RODRIGO TORRES JURADO
Asesor Legal
CIREN


Michel Laurent
Director General
IRD
y por delegación
Jean-François Marini